

CONTRAT DE CONCESSION

**CONCESSION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A LA GESTION DE L'ACTIVITE
DE BOUTIQUE-BILLETTERIE DU MUSEE NATIONAL ADRIEN DUBOUCHE**

Numéro : 2025-CON-20

Entre

**L'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et
Mobilier national,**

Représenté par son Administrateur général adjoint, Monsieur Mickaël RONCIER-DESVAGES

ci-après dénommé « le Concédant » ou « l'établissement public Manufactures nationales –
Sèvres et Mobilier national »

et

Madame, Monsieur, immatriculée au RCS de..... sous le n°,
dont le siège est situé au

ci-après dénommé(e) "le(la) Concessionnaire",

d'une part,

d'autre part,

IDENTIFICATION ET PRESENTATION DES PARTIES

- Identification du Concédant

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national - Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national » ou « le Concédant ».

- Présentation de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvre et Mobilier National et du Musée national Adrien Dubouché

Au 1er janvier 2025 a été créé un nouvel établissement public réunissant le Mobilier national et la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, rattaché au ministère de la Culture. À la fois soutien et acteur de l'écosystème des arts décoratifs et du design français, il rassemble plus de 600 agents qui œuvrent au quotidien à entretenir des collections d'exception, à pratiquer des savoir-faire d'excellence et à mettre en valeur la richesse de ce patrimoine.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est notamment constitué de : 2 musées (le musée national de la céramique de Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché de Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture de céramique de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement. Il rayonne sur toute la France à travers 8 sites à : Paris, Sèvres, Beauvais, Alençon, Limoges, Aubusson, Le Puy-en-Velay, Lodève.

Le Musée national Adrien Dubouché est situé à Limoges, au cœur de la principale région porcelainière de France. Dans un écrin entièrement rénové, il présente la collection de porcelaine de Limoges la plus riche au monde. Il compte également des œuvres représentatives des grandes étapes de l'histoire de la céramique. Le parcours propose ainsi un voyage dans le temps qui commence dans l'Antiquité, traverse continents et civilisations pour conduire le visiteur aux créations les plus récentes. Un espace dédié aux techniques de fabrication permet à tous d'apprécier la virtuosité des chefs-d'œuvre exposés.

Le Musée national Adrien Dubouché et ses collections prestigieuses contribuent ainsi au rayonnement international des arts de la céramique et à une valorisation des savoir-faire d'exception qui ont fait et continue de faire la renommée de la ville de Limoges. Depuis 2023, le musée est distingué par trois étoiles au Guide Vert Culture & Voyages. Ces trois étoiles désignent un site incontournable qui « vaut le détour » et offre aux visiteurs une expérience inoubliable. Le Musée est ainsi devenu le vingtième musée à obtenir cette distinction et le premier en Nouvelle-Aquitaine.

Le Musée programme une grande exposition temporaire, d'envergure nationale et internationale, tous les deux ans et des animations culturelles et artistiques tout au long de l'année, destinées à tous les publics. Ces événements sont assortis de visites conférences et d'ateliers.

Le Musée national Adrien Dubouché participe également aux événements nationaux comme les Journées européennes du Patrimoine ou la Nuit des Musées, mais aussi aux événements locaux et régionaux comme Toques et Porcelaine ou le Festival étudiants.

- **Précision terminologique**

Il est entendu par « Concessionnaire » l'entreprise attributaire de la présente concession, pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONCESSION

Le présent contrat de concession a pour objet de fixer les termes et conditions dans lesquels le Concédant confie à titre exclusif au Concessionnaire, qui l'accepte, et s'y engage à ses frais, risques et périls, la prise en charge des obligations suivantes :

- La gestion de la billetterie et des réservations des visites guidées et ateliers, par téléphone, sur site et en ligne du Musée national Adrien Dubouché (ci-après « le Musée ») ;
- La gestion d'un comptoir de vente du Musée ;
- La diffusion du programme d'activité du Musée sur son site Internet et sur ses supports de communication.

Le Concessionnaire se rémunérera directement sur les produits tirés de cette exploitation.

Le Concessionnaire exploite le domaine public qui lui est concédé à ses risques et périls, c'est-à-dire qu'il est seul responsable de la continuité du service public et assume toutes les conséquences financières des engagements qu'il a souscrit.

Sont exclus de ce périmètre, sauf commande expresse :

- L'organisation de l'activité des mises à disposition des espaces et des visites privatives ;
- L'organisation des points de médiation dans le parcours des collections, conduits par le service des publics du Musée ;
- L'organisation des vernissages des expositions ;
- La sûreté et la sécurité du site.

ARTICLE 2 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONCESSION

Le présent contrat entre en vigueur à compter de sa date de notification. Il prendra effet à partir du 1^{er} Janvier 2026.

La durée du contrat est de quatre (4) ans fermes à compter de cette date de prise d'effet. Il pourra prendre fin de façon anticipée dans les hypothèses visées à l'article 21 de la présente convention.

La période comprise entre la date de notification du contrat et la date de prise d'effet de la concession correspond à une période de tuilage, pendant laquelle il appartient au Concessionnaire d'assurer toutes diligences et de prendre toutes dispositions utiles, sur le plan

technique ou en termes de moyen humains, pour être parfaitement opérationnel à la date de prise d'effet de la concession et ainsi assurer la continuité du service.

Le Concessionnaire ne bénéficie d'aucune recette particulière liée au service pendant cette période.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont constitués du présent contrat et des annexes suivantes :

- **Annexe n°1** : La proposition financière du Concessionnaire ;
- **Annexe n°2** : la proposition technique du Concessionnaire ;
- **Annexe n°3** : L'état des lieux d'entrée ;
- **Annexe n°4** : Le règlement des visites ;
- **Annexe n° 5** : Grille tarifaire des activités de billetterie
- **Annexe n°6** : Politique de gratuité ;
- **Annexe n°7** : Plans et inventaire des biens mobiliers et immobiliers concédé ;

NB : l'annexe sera constituée des plans et descriptifs joints au DCE

- **Annexe n°8** : Liste du personnel actuellement en poste.

En cas de contradiction des documents contractuels, l'ordre de priorité est le suivant : la présente convention, les annexes et tout autre document.

ARTICLE 4 – MISE A DISPOSITION DES ESPACES

Afin de permettre l'exploitation définie au présent contrat, le Musée national Adrien Dubouché met à disposition du concessionnaire :

- Un comptoir d'accueil et de vente d'une surface d'environ 86 m² ;
- Un espace destiné uniquement au stockage d'une superficie de 12 m² ;
- Des vestiaires et espaces de repos communs avec ceux des équipes d'accueil et de surveillance.

La mise à disposition du comptoir d'accueil et de vente ainsi que des espaces susvisés se fait sous le contrôle, et avec l'accord formel et préalable du Concédant. L'occupation de ces espaces par le Concessionnaire est consentie par le Concédant à titre précaire et révocable.

Le Concessionnaire pourra, s'il le souhaite, prendre à sa charge un espace de travail supplémentaire en dehors du Musée, étant précisé ici, qu'aucun espace de travail ou bureau ne pourra être mis à disposition du concessionnaire.

Le Concessionnaire est réputé avoir une connaissance parfaite de l'espace des lieux, de ses avantages et de ses inconvénients pour les avoir visités. Les espaces sont mis à la disposition du concessionnaire dans l'état où ils se trouvent au jour de la signature du contrat.

Lors de l'entrée des lieux mis à disposition, un état des lieux et un inventaire des objets mobiliers

sont dressés et signés contradictoirement entre le Concessionnaire et le représentant de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national. Il est procédé à ces mêmes opérations lors de la sortie des lieux en fin de contrat et ce quelle qu'en soit la cause.

Le Concessionnaire pourra apposer dans les espaces mis à sa disposition, et là où s'exerce son activité, des panneaux et affichages nécessaires à l'exercice de son activité. Il devra au préalable avoir obtenu l'accord du Concédant sur les projets et maquettes, dont la conception et la réalisation devront être conformes aux éléments de la charte graphique ou des prescriptions du Concédant.

De plus, il pourra installer à ses frais et avec l'accord du Concédant des équipements ou éléments mobiliers nécessaires à ceux déjà présents dans l'espace d'accueil et de vente mis à disposition gratuitement.

Dans ce cas, la liste et la valeur des équipements mobiliers seront transmises au Concédant et feront l'objet d'un état des lieux.

ARTICLE 5 – SOUS-CONCESSION, CESSION ET SOUS-TRAITANCE

5.1 Sous-concession

Le Concessionnaire assure une exécution personnelle des obligations prévues par le contrat de concession.

La sous-concession, qui consiste à confier à un tiers l'exécution d'une partie du contrat de concession, moyennant une rémunération assurée substantiellement par les résultats de l'exploitation, est interdite.

5.2 Cession

Toute cession du présent contrat à un tiers est interdite sans accord préalable et exprès du Concédant, et demeure conditionnée au respect des articles L. 3000-1 à L. 3428-1 du code de la commande publique et au respect des principes dégagés en la matière par la jurisprudence administrative.

Le nouveau concessionnaire doit notamment justifier des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par le Concédant pour l'attribution du présent contrat.

Le Concédant peut exiger tout renseignement relatif au cessionnaire proposé avant de donner son accord à une cession.

5.3 Sous-traitance

Le Concessionnaire peut confier à des tiers une part des services ou travaux faisant l'objet du contrat de concession. Il demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat de concession.

Toutefois, toute sous-traitance est interdite auprès d'un sous-traitant faisant l'objet d'un motif d'exclusion au sens des articles L. 2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique.

Les contrats de sous-traitance ne pourront être conclus pour une durée supérieure à celle du présent contrat. Ils sont transmis pour approbation à l'autorité concédante et sur demande dans les délais impartis par la Cité de la céramique dans tous les autres cas.

Tous les contrats passés avec les tiers et nécessaires à la continuité du service public, doivent comporter une clause réservant expressément au Concédant, ou toute autre personne désignée par lui, la possibilité de se substituer au Concessionnaire à titre temporaire ou jusqu'à la fin - normale ou anticipée - de la présente convention. Le Concessionnaire veille à inscrire aux contrats qu'il conclut les clauses nécessaires au respect de cette obligation.

Le Concessionnaire ne peut, en aucun cas, s'exonérer de ses obligations du fait de la signature d'un contrat avec un tiers, ce même si le Concédant en a eu connaissance. Le Concessionnaire reste, dans tous les cas, seul responsable de l'exécution du service public.

5.4 Modification affectant le Concessionnaire

Toute modification de la composition du capital social, ou du contrôle, du Concessionnaire, doit faire l'objet d'une information préalable auprès du Concédant, au moins trente (30) jours avant toute prise d'effet de la modification concernée.

Le Concédant peut alors exiger tout renseignement nécessaire pour apprécier le maintien des conditions et garanties, notamment professionnelles et financières, ou au regard des dispositions légales et réglementaires applicables aux activités concernées, requises pour l'exercice des activités concédées.

ARTICLE 6 – REPRESENTANT DU CONCESSIONNAIRE

Dès la notification de la concession, le Concessionnaire désigne les personnes habilitées à le représenter pour l'exécution de la concession ainsi que les responsables de la conduite et de l'exécution des prestations. Ces responsables nommément désignés sont les seuls habilités à dialoguer avec les interlocuteurs du Concédant.

Le Concessionnaire communique par ailleurs, les noms, la qualité et les coordonnées des personnes composant son équipe de travail dédiée à l'exécution des prestations.

ARTICLE 7 – RESPECT DE LA REGLEMENTATION APPLICABLE AUX ACTIVITES CONCEDEES

Le Concessionnaire est tenu de respecter strictement les dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables à ses activités, en particulier celles relatives aux installations classées. Il fait son affaire de l'obtention et du maintien des autorisations nécessaires à l'exploitation du service.

Le Concessionnaire se conforme à toute réglementation administrative et de police applicable à ses activités, ainsi qu'à tout contrôle et toute injonction des autorités administrative ou de police compétentes, notamment en matière de police, de sécurité ou d'hygiène.

Le Concessionnaire est tenu d'informer le Concédant sans délai de tout changement de la réglementation applicable à ses activités, ainsi que de tout contrôle ou injonction dont il est l'objet de la part des autorités administratives ou de police, et des suites qui y sont données.

ARTICLE 8 – MODALITES DE REALISATION DES ACTIVITES CONCEDEES

8.1 Phase de démarrage

La concession comporte une phase de démarrage d'une (1) semaine pendant laquelle le Concédant porte à la connaissance du Concessionnaire les informations et les outils nécessaires au bon accomplissement des prestations. Durant cette phase d'ajustement et avant la première prise de service, les agents de billetterie-boutique devront être présentés au représentant désigné par l'établissement public Manufactures nationales- Sèvres et Mobilier national, afin de vérifier l'adéquation de leurs compétences aux exigences du présent CCTP.

Une formation initiale de trois (3) jours sera mise en place afin de présenter le site aux agents du Concessionnaire et de les former à l'utilisation du logiciel d'encaissement et de réservation. Le Concessionnaire ne bénéficie d'aucune rémunération particulière pendant cette période. Durant cette phase, le concessionnaire devra fournir la liste nominative des salariés prévus pour intervenir sur le site.

8.2 Etat des lieux et inventaire des moyens mis à disposition du Concessionnaire

Les moyens mis à disposition du Concessionnaire, notamment les locaux et le matériel, feront l'objet d'un état des lieux complet et détaillé. Le concessionnaire valide et contrôle sous sa seule responsabilité le bon fonctionnement et l'adéquation de ces moyens mis à sa disposition. Aussi, le Concessionnaire s'engage à effectuer toutes les opérations de validation qu'il juge utile dans un délai de trente (30) jours à compter de l'établissement de cet état des lieux. À défaut d'observations communiquées par écrit au Concédant dans ce délai, le Concessionnaire sera réputé avoir validé le bon fonctionnement des moyens en cause.

Le Concessionnaire est responsable des dégradations causées aux moyens mis à disposition, autres que l'usure normale. En cas de dégradation, il est tenu : soit de remplacer le matériel, soit de le remettre en état ou enfin d'en rembourser le pouvoir adjudicateur la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf. Dans chaque cas, le délai sera déterminé d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le Concessionnaire.

Les agents ne doivent pas utiliser à but personnel le matériel mis à disposition. En cas de perte et de dommages causés par un usage irrationnel du matériel par les agents du Concessionnaire, les frais de remise en état et de remplacement sont à la charge du Concessionnaire, dans un délai déterminé d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le Concessionnaire.

Le Concessionnaire s'engage à laisser en fin d'exécution de la concession les locaux et matériel en état normal d'entretien et de fonctionnement. Un état des lieux sera établi avec le Concessionnaire qui constituera l'état des lieux sortant. En cas de carence constatée, les prestations de remise en état sont réalisées soit par le concessionnaire sortant avant la fin de la concession, soit par le concessionnaire entrant. Dans ce dernier cas, il est facturé aux frais exclusifs du concessionnaire sortant avec application des éventuelles pénalités.

ARTICLE 9 – PRESENTATION DES DIFFERENTES PRESTATIONS DU CONCESSIONNAIRE

9.1 Prestations annuelles

Au sens de la présente convention, sont entendues comme les prestations dévolues au prestataire :

- L'accueil physique et téléphonique des visiteurs ;
- la vente de billets d'accès (sur site et en ligne) aux collections permanentes, aux expositions temporaire ;
- la vente des visites-ateliers, des visites-conférences individuelles et en groupe, selon un planning de disponibilité des guides et une programmation culturelle fournis par le Musée ;
- la gestion d'un service de réservations : réservations sur site, par téléphone ou par Internet ;
- la formation des agents de comptoir à la bonne utilisation du logiciel de billetterie-boutique;
- le suivi financier des recettes de la boutique et de la billetterie ;
- l'animation du comptoir de vente dans le respect de l'image du Musée et en cohérence avec les collections et les expositions présentées : sourcing des produits, approvisionnement, merchandising, vente de produits. Le concessionnaire pourra mettre en place des opérations commerciales ;
- le développement des produits dérivés en lien avec les collections et la charte graphique du Musée ;
- la mise en place d'une communication et d'une promotion régulière de l'offre de visite et des produits de la boutique dans une logique de croissance et de diversification des publics ;
- la promotion de l'application de visite du musée conformément à la communication fournie par le Musée. L'application est gratuitement téléchargeable sur les smartphones ou commercialisée par le concessionnaire à travers la location de tablettes fournies par le Musée.

Le Concessionnaire assumera ses obligations concernant les activités demandées **sur 52 semaines de 9h30 à 12h30 et de 14h à 18H**. Ces horaires peuvent être amenés à évoluer.

Il est rappelé que le Musée national Adrien Dubouché est fermé au public le mardi, le 25 décembre et le 1^{er} janvier.

9.2 Prestations ponctuelles

En dehors de ces prestations annuelles, il pourra être demandé par le Musée la présence du concessionnaire pour des missions ponctuelles dans le cadre de :

- Renfort des prestations forfaitaires ;
- Manifestations exceptionnelles (festivals, animations événementielles, manifestations type Journée Européennes du Patrimoine ou Nuit Européenne des Musées, etc.) ;
- Vernissages ;
- Opérations spécifiques sur site

ARTICLE 10 – CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CONCESSION

Le Concessionnaire exploite sous sa responsabilité, à ses frais, risques et périls les prestations objet du présent contrat.

10.1 Exploitation des espaces mis à disposition

Le Concessionnaire est seul responsable du bon fonctionnement et de la continuité du service public dont il a la charge. Il s'engage à veiller en permanence à la qualité des activités proposées aux visiteurs et assume toutes les conséquences financières des engagements qu'il a souscrit.

Il est le seul responsable à l'égard des tiers des dommages causés par son personnel ou par les installations mises à sa disposition ou utilisées dans le cadre de l'exploitation de son activité.

L'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national mettra tout en œuvre pour informer le Concessionnaire des modifications d'exploitation. Le concessionnaire sera informé dans un délai raisonnable, sauf urgence, par courrier ou par courriel de toutes opérations ou travaux susceptibles de modifier, de troubler les conditions d'exploitation et de visite. Le concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité du fait d'une éventuelle réduction du périmètre ou du calendrier des visites dû notamment à des manifestations, des travaux, des fermetures exceptionnelles ou de l'occupation des locaux en cas de grève, impliquant la non disponibilité des espaces de visite.

Le Concessionnaire devra assurer une occupation des espaces mis à disposition dans le respect du règlement intérieur du Musée national Adrien Dubouché et de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

Le contenu des visites et des méthodes employées par le Concessionnaire pour exploiter les activités devront faire l'objet d'une validation par le Concédant.

Le Concessionnaire s'engage à respecter l'image et la notoriété de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national et à veiller en permanence à la qualité des services développés.

10.2 Jours d'ouverture

Le Concessionnaire assumera ses obligations concernant les activités demandées sur 52 semaines, durant les heures d'ouvertures du Musée national Adrien Dubouché : tous les jours sauf les mardis **de 10h00 à 12h30** et **de 14h à 17H35**. Il est entendu que le rythme des activités du Musée et les jours et horaires d'ouverture peuvent être modifiés par ce dernier.

Le Musée fait l'objet de deux fermetures annuelles : le 25 décembre et le 1^{er} janvier.

10.3 Moyens de paiement

Dans le cadre de l'exploitation du comptoir des ventes et de la billetterie, le Concessionnaire s'engage à accepter tous les moyens de paiement acceptés par l'établissement Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national, lesquels lui seront communiqués dans le mois suivant la signature du contrat.

Le Concessionnaire peut être amené à mettre en place des solutions de paiement supplémentaire, en accord avec le Musée national Adrien Dubouché.

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DES PARTIES POUR L'EXPLOITATION DES ACTIVITES

11.1 Investissements

Pour les besoins de l'exploitation durant toute la durée de la concession, figure en annexe de la convention un état des lieux incluant :

- Les biens remis par le Musée national Adrien Dubouché pour les besoins de l'exploitation qui devront être restitués au Musée national Adrien Dubouché à la fin de la concession ;
- Les biens appartenant au concessionnaire qui resteront sa propriété à la fin de la concession.

La proposition financière du Concessionnaire doit inclure la liste des investissements consentis pour les besoins de l'exploitation du service.

11.2 Charges, entretien courant et maintenance

Au titre des charges supportées liées à l'exploitation du service concédé, le Concédant s'engage :

- À couvrir les charges afférentes à l'électricité, au chauffage et à la propreté des sols uniquement de l'espace mis à disposition ;
- À effectuer les travaux d'entretien courant.

Le Concessionnaire s'engage quant à lui :

- À prendre en charge l'abonnement et les consommations de la ligne internet et téléphonique ;
- A prendre en charge le nettoyage des vitrines et du mobilier d'accueil et de vente.

11.3 Grille tarifaire, gratuités et tarifs réduits

La grille tarifaire des activités de billetterie et de visites guidées, votée en conseil d'administration, est annexée au présent document.

L'application de cette grille tarifaire par le Concessionnaire est obligatoire et celle-ci pourra être revue par le Concédant.

Le Concédant applique une politique de gratuité. La liste des bénéficiaires est annexée au présent document.

Le Concessionnaire aura la responsabilité de contrôler les attributions des gratuités.

En contrepartie du respect de la grille tarifaire, de la politique de gratuité et des réductions éventuelles de périmètre ou d'activité, le Concessionnaire pourra percevoir une subvention pour obligation de service public.

Le montant de la subvention sera déterminé chaque année après la présentation du rapport annuel.

Le montant de cette subvention ne saurait donc venir garantir l'équilibre financier de l'activité, mais bien compenser des pertes d'exploitation subies par le Concessionnaire.

Le versement de la subvention se ferait le cas échéant en deux (2) fois :

- 50 % avant la fin du premier trimestre de l'année en cours d'exploitation sur la base de la subvention N-1 (ou de la subvention décidée pour la première année d'exploitation) ;
- 50% en septembre de l'année en cours sur la base de la subvention négociée après la remise du rapport annuel de l'année N-1 d'exploitation (ou sur la base de la subvention décidée pour la première année d'exploitation) ;

Dans l'éventualité où, après présentation du rapport annuel, la subvention attribuée en année N-1 aurait été supérieure au besoin réel, le concessionnaire s'engage à reverser le trop-perçu avant le mois de septembre de l'année en cours d'exploitation.

Au titre de la première année d'exploitation, le concessionnaire présentera dans son mémoire technique le montant, s'il le juge nécessaire, de la subvention et devra la justifier par tous moyens.

ARTICLE 12 – MOYENS MIS EN ŒUVRE ET OBLIGATION DU CONCESSIONNAIRE POUR L'EXPLOITATION DE LA CONCESSION

12.1 Cadre général d'exécution des prestations

Le Concessionnaire devra assurer les missions suivantes :

- Le recrutement des effectifs nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées dans le cadre de la concession. En annexe, la liste des personnels actuellement en poste. Le concessionnaire devra se rapprocher du prestataire actuel pour reprendre les contrats en cours ;
- La gestion des formations ;
- La mise en place et le suivi des évaluations mensuelles des agents de caisse et d'accueil ;
- Le suivi administratif des agents de caisse et d'accueil : déclarations d'embauche, édition des contrats, gestion des calendriers, traitement des salaires, envoi des fiches de paie et toutes démarches obligatoires ;
- La vérification de l'adéquation des calendriers des agents de caisse et d'accueil avec la législation relative au droit du travail.
- La gestion de la billetterie et des réservations des visites sur site, par téléphone et en ligne et des recettes afférentes ;
- La gestion de la librairie-boutique et des recettes afférentes.

La gestion de la billetterie et des réservations des visites sont totalement confiées au Concessionnaire. Celui-ci veille à la diffusion de l'offre de visite et à sa commercialisation sur site au comptoir des ventes, par téléphone et en ligne sur un site internet dédié.

La gestion de la librairie-boutique est totalement confiée au Concessionnaire. Le stock est acquis en achat ou en dépôt vente par le concessionnaire. Le nouveau concessionnaire pourra se rapprocher du prestataire existant pour étudier la reprise du stock déjà disponible en boutique.

Le choix des livres et les produits dérivés sont à définir avec le musée. Le concessionnaire mettra en vente toutes publications ou objets édités ou coédités par l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national. Le concessionnaire ne pourra pas mettre en vente d'autres produits que ceux définis ou validés par le Concédant.

Dans le cadre de son offre commerciale, le Concessionnaire développera toute une large

gamme de produits déclinant à la fois l'identité du Musée national Adrien Dubouché et reflétant les savoir-faire présentés dans le Musée : cartes postales, papeterie, objets en porcelaine de Limoges, etc.

Le musée fournira au Concessionnaire un logiciel de gestion des réservations en ligne et sur site, de l'encaissement sur site de l'activité et le matériel nécessaire (sauf terminaux de paiements électroniques).

L'utilisation du logiciel et du matériel fournit par le musée sera obligatoire par le Concessionnaire.

Les frais liés aux transactions bancaires en ligne ou sur site resteront à la charge du concessionnaire.

12.2 Moyens matériels mis en œuvre par le concessionnaire

Le Concessionnaire doit mettre en œuvre, à ses frais, les moyens techniques adéquats afin d'assurer la parfaite exécution de ses engagements. A ce titre, il définit, se procure et organise, sous sa responsabilité, les ressources, outils, méthodes et moyens d'exécution qui lui sont nécessaires.

12.3 Personnel employé par le Concessionnaire

Le Concessionnaire affecte au fonctionnement du service, pour l'ensemble des installations concédées, le personnel en nombre et en qualification nécessaire à l'exploitation, en respectant les obligations légales et réglementaires en ce qui concerne les qualifications requises du personnel.

Le Concessionnaire assurera ou fera assurer la formation initiale et permanente du personnel. Le Concessionnaire fera son affaire du recrutement, de la gestion et de la rémunération de son personnel. Celui-ci devra toujours être en nombre suffisant pour assurer une bonne exploitation.

12.3.1 Description des prestations des agents de boutique-billetterie

Les prestations que devront réaliser les agents de boutique-billetterie sont les suivantes :

- Accueillir physiquement et par téléphone les visiteurs ;
- Maîtriser et diffuser les différentes offres culturelles du Musée ;
- Gestion et tenue de la caisse ;
- Mettre en ordre la caisse : mise en route des supports de communication, rangement général ;
- Encaisser et délivrer les billets d'entrée, des événements culturels, des visites guidées, des ateliers ainsi que les produits en vente à la librairie-boutique ;
- Respect de la réglementation tarifaire en vigueur (gratuité, réduit) ;
- Intégration des partenariats établis par le MNAD ;
- Admission des chèques vacances comme moyen de paiement ;
- Gérer et suivre les réservations ;
- Accueillir les visiteurs et les groupes : vérifier la validité des billets, renseigner et informer sur les différentes activités et programmations du site afin de favoriser la vente ;
- Collecter les informations sur le profil du visitorat (sondage, provenance géographique, primo-visitorat, etc.) afin d'alimenter les données de fréquentation ;

- Promouvoir auprès des visiteurs les différentes offres du Musée ;
- Promouvoir auprès des visiteurs l'application de visite du Musée ;
- Mettre à disposition les différents documents d'information auprès des visiteurs (flyers, affichage et signalétique, programme d'activité, plan de visite) ;
- Compter les recettes dans le respect des règles en vigueur ;
- Ponctuellement : remettre des questionnaires et/ou bulletins de participation à un jeu-concours, sondage... ;

Les qualifications requises du personnel du concessionnaire effectuant les prestations de boutique-billetterie sont les suivantes :

- Avoir un niveau minimum bac ;
- Maîtrise des langues française et anglaise (maîtrise d'une troisième langue appréciée) ;
- Connaître et utiliser un logiciel de billetterie et d'encaissement ;
- Niveau d'autonomie suffisant pour respecter les consignes d'encadrement ;
- Sens de la diplomatie et de la courtoisie ;
- Excellente présentation ;
- Bon sens du relationnel ;
- Savoir gérer les situations de stress et d'urgence ;
- Intérêt pour l'art et la culture en général ;
- Sens du service public ;
- Parfaite élocution.

12.3.2 Description des prestations du responsable de la supervision présent sur le site

Les prestations que devra réaliser le responsable de la supervision (ou superviseur) sont les suivantes :

- Encadrer les agents de billetterie-boutique et piloter les réunions desdites équipes en coordination avec le service des publics du Musée ;
- Gérer la caisse et les interfaces de vente, et appliquer le suivi des recettes ;
- Rédiger et suivre les outils de reporting (quotidien, hebdomadaire, mensuel, relevés d'activités) ;
- Rédiger des comptes-rendus sur la qualité des prestations confiées ;
- Être garant de la qualité des prestations confiées ;
- Veiller à l'excellente tenue des agents de billetterie-boutique ;
- Organiser le suivi quotidien : veiller au suivi du calendrier, encadrement intermédiaire en face public et gérer/évaluer quotidiennement ses équipes ;
- Former les équipes, en activité sur site, aux outils de billetterie et d'accueil, à l'offre culturelle et à l'offre présente en boutique ;
- Être le relais auprès du responsable du service des publics ;
- Participer au traitement des réclamations et litiges concernant les visiteurs ;
- Organiser l'accueil des visiteurs (individuels, adhérents, groupes) en coordination avec le service des publics du Musée ;
- Participer au recueil des informations et des données dans le cadre des statistiques sur les visiteurs ;
- Développer l'offre boutique en sélectionnant des produits et en développant les produits dérivés en coordination avec le Musée.

Les qualifications du responsable de la supervision, salarié du concessionnaire, sont les suivantes :

- Avoir un niveau bac + 3 ;
- Maîtrise des langues française et anglaise ;
- Connaître différents logiciels de billetterie ;
- Autonomie et esprit d'initiative ;
- Sens de la diplomatie et de la courtoisie ;
- Connaissance dans le développement commercial ou la gestion d'une boutique ;
- Expérience de 3 ans minimum dans le management d'équipes ;
- Intérêt pour l'art et la culture.

12.3.3 Remplacement du personnel

9.3.3.1 Remplacement en cours d'exécution de la concession à l'initiative du Concessionnaire

Le remplacement en cours d'exécution d'un agent sera à assurer et effectuer par le Concessionnaire. L'agent remplaçant choisi par le Concessionnaire devra répondre aux mêmes exigences que celles fixées à l'article 12.3.1 et 112.3.2 du présent contrat.

12.3.3.2 Remplacement en cours d'exécution de la concession à l'initiative du Musée

L'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national se réserve la possibilité de récuser un ou des agents du Concessionnaire, quel qu'il soit, à tout moment pendant l'exécution des prestations.

Elle notifie sa décision au Concessionnaire dans laquelle elle motive sa décision.

Le Concessionnaire dispose alors de dix (10) jours, sauf urgence motivée, pour procéder à son remplacement. Dans tous les cas, il est procédé au remplacement par une personne dont les compétences et les qualifications sont équivalentes dès le premier jour d'absence de l'agent de billetterie. Un entretien avec le nouvel agent peut être organisé sur demande du Musée le cas échéant. Le remplaçant est considéré comme accepté si le Musée ne le récuse pas dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la présentation de ce nouvel agent. Si le Musée récuse le remplaçant, le concessionnaire dispose d'un délai de deux (2) jours pour désigner un 2e remplaçant et en informer le Concédant.

Tout agent faisant preuve d'une tenue non conforme, d'une attitude incorrecte, de retards ou d'absences répétés, de négligence dans l'exécution de ses prestations, d'incorrection vis-à-vis de qui que ce soit, devra être remplacé au plus tard dans les deux (2) heures qui suivent la notification du Concédant, avec interdiction de revenir exercer sur le site du Musée national Adrien Dubouché.

12.3.3.3 Remplacement en cas d'absence

En cas d'absence de l'un de ses agents, le Concessionnaire procède à son remplacement par une personne dont les compétences et qualifications sont équivalentes, dès les deux (2) premières heures de l'absence de l'agent du Concessionnaire concerné.

12.3.4 Présentation et tenue

Une présentation soignée et irréprochable des agents de boutique-billetterie du

Concessionnaire est exigée afin d'entretenir l'image de marque de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national. Une tenue vestimentaire spécifique des agents d'accueil et de billetterie du Concessionnaire pourra être décidée par le Concédant à des fins d'amélioration de l'expérience visiteur, en concertation avec le Concessionnaire, le cas échéant.

La prise en charge de ces tenues sera sous la responsabilité du Concessionnaire.

12.3.5 Service minimum

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le Concessionnaire doit en informer par écrit, dans l'heure, le service des publics du Musée national Adrien Dubouché, il en est de même à la reprise du travail.

Ce dernier se devra de gérer les imprévus et les absences en assurant le remplacement du personnel absent dans un délai maximum de deux (2) heures. Toutefois, sur requête du service des publics du Musée, une prestation de service minimum pourra être effectuée alors par une autre société aux frais et risques du Concessionnaire.

12.3.6 Gestion des imprévus

Le concessionnaire se devra d'être réactif à toute demande complémentaire ou contextuelle du Musée. Il lui est demandé de conseiller et orienter le service des publics du Musée dans ses choix de dispositif d'accueil et billetterie. En cas de grève des transports en commun, il devra anticiper des modes alternatifs de transport (le covoiturage par ex.) et prendre en charge des frais de taxi.

Dans l'hypothèse d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure empêchant le concessionnaire d'exécuter les prestations en temps et en heure, le Musée se réserve le droit de recourir aux services d'un autre prestataire qui sera chargé de les exécuter pendant la durée d'empêchement du concessionnaire. Dans ce cas, le recours aux services d'un autre prestataire ne sera pas refacturé au concessionnaire.

ARTICLE 13 – CONDITIONS FINANCIERES ET QUALITE DE SERVICE

13.1 Redevance

13.1.1 Mise à disposition des espaces du musée

Le Concessionnaire versera un droit d'accès fixe au Concédant en contrepartie de l'utilisation du site et des services associés. Ce droit d'accès sera fixé à 3000€ HT par an et sera facturé durant le 1er semestre chaque année.

13.1.2 Redevance

Le Concessionnaire versera une redevance sur le montant global du chiffre d'affaires (CA) hors taxe net de l'activité considérée :

- Sur l'activité billetterie ;
- Sur l'activité boutique.

Le concessionnaire propose dans son mémoire technique, sur la base d'un CA estimé, un taux de redevance pour la première année d'exploitation. Le montant de ce taux pourra être revu d'un commun accord des deux parties, au regard des résultats de l'exploitation ou pour permettre l'adaptation et l'amélioration des propositions techniques et financières du concessionnaire.

La facturation s'effectuera en deux (2) temps :

- Facturation durant le 2ème semestre de l'année n du 1er semestre de l'année n
- Facturation durant le 1er semestre de l'année n+1 du 2ème semestre de l'année n

Le Musée facturera alors le montant de la redevance semestrielle due. Les recettes correspondantes seront encaissées sur le compte de l'établissement public.

A titre informatif, la valeur du chiffre d'affaire sur la période est estimée entre 220 000 € et 880 000€ HT.

13.2 Rapport annuel

Le Concessionnaire produira chaque année, avant le 31 mars, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services. Ce rapport devra permettre au Concédant d'apprécier les conditions d'exécution du service public ainsi que la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

Conformément aux articles R3131-3 et R3131-4 du code de la commande publique, ce rapport comprendra, notamment :

Les données comptables suivantes :

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé, comportant notamment une description des biens et, le cas échéant, le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du

service public concédé ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession ;

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service concédé ;
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la concession et nécessaires à la continuité du service public.

Une analyse de la qualité des services sera demandée au Concessionnaire, comportant tout élément qui permette d'apprécier la qualité des services exploités et les mesures proposées par le Concessionnaire pour une meilleure satisfaction des visiteurs. La qualité des services est notamment appréciée à partir d'indicateurs proposés par le concessionnaire.

Une annexe comprenant un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service, notamment les tarifs pratiqués (hors billetterie), leurs modes de détermination et leurs évolutions, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

Un exemple de rapport devra être remis dans la proposition technique du concessionnaire.

13.3 Qualité de service

Tout au long de l'exécution de la concession, le Concessionnaire est tenu d'exécuter les prestations qui lui sont confiées avec tout le soin requis et se conformer aux règles de l'art applicables à chaque type de prestations. La qualité de service sera évaluée au regard :

- Du contrôle sur le terrain des prises de postes, d'analyse des défaillances et des solutions apportées par le superviseur ;
- Du respect des consignes d'exploitation par l'ensemble des équipes du concessionnaire ;
- Du point bimensuel tenu en présence du représentant du concessionnaire avec l'équipe du service des publics entendus que ce point devra donner lieu à la remise par le concessionnaire d'un procès-verbal de réunion dans les 48 heures suivant le point ;
- De la remise de rapports par le concessionnaire dont le nombre sera déterminé chaque année portant sur l'évaluation qualitative des prestations (par le biais notamment de visites, réservations, appels mystères, etc.) selon une méthodologie et des délais validés au préalable par le service des publics.

Le Concédant se réserve le droit de faire vérifier à tout moment et de manière inopinée la bonne exécution des prestations, par ses personnels ou par une assistance extérieure.

ARTICLE 14 – ATTEINTE A L'IMAGE DU CONCEDANT

Il est rappelé que par décret n°2024-1219 du 27 décembre 2024 portant création de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national, le Musée National Adrien Dubouché a pour mission de présenter au public les collections nationales confiées par l'État à sa garde.

Ainsi, le Concessionnaire s'engage à agir à tout moment conformément à la réputation du Musée National Adrien Dubouché et de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

De manière générale, le concessionnaire s'engage à ne pas porter atteinte à l'image à

l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national, et à ses missions de service public, à son éthique ainsi qu'à sa réputation.

ARTICLE 15 – ASSURANCES

Le Concessionnaire s'assure auprès d'une compagnie notoire pour l'exploitation de l'activité concédée et garantit sa responsabilité civile, contractuelle, délictuelle, professionnelle et pénale, de manière à couvrir les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel et immatériel dont elle aurait à répondre à l'occasion de l'exercice de son activité.

Avant le début de son activité, le Concessionnaire fournira une attestation d'assurance au Concédant.

Le Concessionnaire transmettra annuellement, au plus tard le 31 décembre de chaque année, une attestation d'assurance pour l'année à venir.

ARTICLE 16 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent contrat n'emporte aucune cession au profit du Concessionnaire des droits de propriété intellectuelle portant sur les visites du site du Musée national Adrien Dubouché, les marques, sigles et/ou logos, ni de ceux de l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

Le Concessionnaire dispose dans le cadre de son activité d'un droit d'usage du nom, du signe et des outils de communication du Musée national Adrien Dubouché.

ARTICLE 17 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du présent contrat de concession, en cas de traitement de données à caractère personnel, le Concessionnaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le Concessionnaire apporte au Concédant, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

ARTICLE 18 – SECRET DES AFFAIRES ET CONFIDENTIALITE

Le Concessionnaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du présent contrat de concession, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du

Concédant, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le Concessionnaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Le Concédant peut demander, à tout moment, au Concessionnaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Concessionnaire peut entraîner la résiliation du contrat de concession aux torts du Concessionnaire.

ARTICLE 19 – SUIVI DE L'EXECUTION DU CONTRAT

Les parties s'accordent pour faire leurs meilleurs efforts pour accompagner la prise en charge de l'activité concédée, travailler à son développement et procéder aux ajustement nécessaires dans le présent contrat par voie d'avenant.

Une réunion bimestrielle est organisée entre l'équipe du service des publics du Musée national Adrien Dubouché et le Concessionnaire. À la demande du Concédant, une réunion mensuelle pourra être organisée entre la direction du Musée ou son représentant le cas échéant et le Concessionnaire. À tout moment, le Concédant peut convoquer le Concessionnaire pour obtenir des précisions ou explications sur la qualité des prestations exécutées.

En tout état de cause, les parties s'engagent à assurer des points réguliers et opérationnels pour veiller au bon fonctionnement de l'activité concédée et au meilleur accueil du public et elle se réuniront chaque fois que nécessaire, et au moins une fois par an au niveau des équipes de direction.

ARTICLE 20 – MODIFICATION DU CONTRAT DE CONCESSION

Le contrat de concession pourra être modifié, conformément à l'article L.3135-1 et aux articles R.3135 à R.3135-9 du code de la commande publique, par voie d'avenant, pendant la durée de la concession avec l'accord des deux parties, pour permettre l'adaptation et l'amélioration de l'offre.

Le Concessionnaire devra être force de conseil, de proposition et suggérer toutes les évolutions de contenu ou de tarif susceptibles d'améliorer la satisfaction des visiteurs et le bon fonctionnement de la concession.

En tout état de cause, les modifications apportées ne pourront ni bouleverser l'économie générale du contrat, ni modifier l'objet de la concession.

Ces modifications ne pourront intervenir qu'avec l'accord préalable et expresse du Musée national Adrien Dubouché.

ARTICLE 21 – FIN DU CONTRAT DE CONCESSION

21.1 Faits générateurs

Le présent contrat prend fin :

- Soit à l'expiration de la durée prévue à l'article 2 ;
- Soit par décision unilatérale du Musée national Adrien Dubouché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues à l'article 15.2 ;
- Soit à titre de sanction en cas de déchéance dans les conditions prévues à l'article 16.

Dans tous les cas, les parties se mettront d'accord sur les modalités de reprise ou transfert de l'activité au moins trois (3) mois avant la date d'échéance de la concession.

L'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Concessionnaire, de prendre pendant les dix derniers mois du contrat, et sans délai en cas de fin anticipée, toute mesure pour assurer la continuité du service en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le Concessionnaire.

D'une manière générale, le Musée national Adrien Dubouché peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif du service au régime nouveau d'exploitation.

A la fin normale ou anticipée de la présente convention, le Musée national Adrien Dubouché est subrogé aux droits du Concessionnaire.

21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article L.3136-3 du code de la commande publique, l'établissement Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national se réserve le droit de mettre fin au contrat de concession avant son terme normal, pour motif d'intérêt général.

La décision prend effet six (6) mois à compter de sa notification dûment motivée, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans ce cas, le Concessionnaire sera indemnisé du préjudice subi par lui, qui intégrera les éléments suivants :

- Le montant des bénéfices prévisionnels qui auraient pu être réalisés sur la durée normale résiduelle de la convention restant à courir à compter de la prise d'effet de la résiliation, et calculé à partir de la moyenne des bénéfices réalisés au cours des exercices précédents du Concessionnaire, rapportée à cette durée résiduelle, dans la limite de trois exercices,
- Sauf reprise des contrats par le Concédant, les autres frais et charges engagés par le Concessionnaire pour assurer l'exécution du présent contrat pour la partie non couverte à la date de la prise d'effet de la résiliation, dûment justifiés.

21.3 Résiliation pour faute grave

En cas de faute d'une particulière gravité, et notamment si le Concessionnaire n'assure plus les engagements fixés dans le présent contrat, et si le service n'est plus assuré de manière satisfaisante (interruption du service, fonctionnement defectueux, manquements graves à ses obligations tarifaires (refus de produire les documents comptables, non versement la redevance, augmentation illicite des tarifs), l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national pourra prononcer lui-même la déchéance de l'exploitation aux torts

exclusifs de ce dernier. Cette déchéance ne donne lieu à aucune indemnité ou remboursement.

La déchéance est précédée d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours. Les suites de la déchéance, notamment financières, seront mises à la charge du Concessionnaire.

21.4 Sort des biens

A la fin normale ou anticipée du contrat, le Concessionnaire sera tenu de remettre au Concédant, en bon état d'entretien, les bâtiments, installations et équipements à disposition.

Cette remise a obligatoirement lieu à titre gratuit.

Toutefois, dans l'hypothèse où le Concessionnaire aurait réalisé ou acquis des biens affectés au service, avec l'accord préalable du Concédant, qualifiés d'un commun accord entre les Parties comme biens de retour, et non complètement amortis par le Concessionnaire au terme normal ou anticipé du contrat, le Concessionnaire aura droit à une indemnité égale à la valeur nette comptable desdits biens, déduction faite des éventuelles subventions attachées à leur financement et des frais de remise en état. Il appartient alors au Concessionnaire, dans un délai de trente (30) jours suivant le terme normal ou anticipé, de solliciter le règlement de ladite indemnité en produisant les justificatifs de son calcul, le Concessionnaire étant réputé y avoir renoncé passé ce délai.

Dix (10) mois avant la fin normale du présent contrat et sans délai en cas de fin anticipée, les Parties arrêteront et estimeront, s'il y a lieu après expertise, les travaux à exécuter sur les biens qui ne seraient pas en bon état d'entretien au regard du dernier état établi.

Le Concessionnaire devra exécuter à ses frais les travaux correspondant avant l'expiration du contrat.

21.5 Reprise des biens et stocks

S'ils sont utiles à la poursuite de l'exploitation, l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national pourra, au terme normal ou anticipé du contrat, reprendre ou faire reprendre par un exploitant désigné par elle, les installations, équipements et matériels complémentaires financés en tout ou partie par le Concessionnaire, et ne constituant pas des biens de retour.

La valeur de ces biens sera fixée à l'amiable et payée dans les trois (3) mois qui suivent leur rachat par le Concédant ou le nouvel exploitant. Ces indemnités seront calculées sur la valeur nette comptable majorée de la TVA à reverser au Trésor Public, déduction faite, des éventuels frais de remise en état.

La liste de ces biens et leur valeur seront communiquées par le Concessionnaire au Concédant dix (10) mois avant l'expiration du présent contrat de concession ou sans délai en cas de fin anticipée.

Le Concessionnaire accepte que les informations prévues par le présent article soient communiquées aux candidats admis à présenter une offre, dans le cas d'une remise en concurrence du présent contrat.

21.6 Sort du personnel

En cas de fin normale ou anticipée du Contrat, l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national et le Concessionnaire conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels affectés au service.

Au plus tard dix (10) mois avant la date d'expiration de la durée convenue du contrat ou sans délai en cas de fin anticipée, le Concessionnaire communique au Concédant une liste non nominative des personnels susceptibles d'être repris par un nouvel exploitant conformément aux articles L.1224-1 et suivants du code du travail.

Cette liste mentionne la qualification, l'ancienneté, les éléments de rémunération, le temps de travail, et, plus généralement, toute indication concernant l'aptitude des personnels ainsi repris, ainsi que toute autre information légalement communicable que le Concédant pourrait exiger. A compter de cette communication, le Concessionnaire informe l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste.

Le Concessionnaire accepte que les informations prévues par le présent article soient communiquées aux candidats admis à présenter une offre, dans le cadre d'une remise en concurrence de la présente convention.

21.7 Continuité de service

Dans les douze (12) mois qui précèdent la fin du contrat, le Concédant peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime d'exploitation, sous réserve de ne pas affecter la bonne exécution du service jusqu'au terme contractuel.

Ainsi, à l'occasion de la remise en concurrence de l'exploitation du service concédé, le Concédant peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre aux candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement.

Dans ce cas, le Concessionnaire est tenu de permettre l'accès à tous les ouvrages et installations du service concédé aux dates fixées par le l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national.

Le Concédant se réserve la faculté de réunir les représentants du Concessionnaire, ainsi que, le cas échéant, ceux du nouvel exploitant, pour organiser le transfert de l'exploitation du service concédé et, notamment, pour permettre au Concessionnaire d'exposer les principales consignes et les modes opératoires à suivre pour le fonctionnement des ouvrages, équipements et installations de services.

Le Concédant ou le nouveau concessionnaire se trouve subrogé dans les droits et obligations du Concessionnaire à la date d'expiration du présent Contrat.

21.8 Produits constatés d'avance

A l'issue de la présente concession, le Concessionnaire s'engage à respecter les règles relatives au Plan Comptable Général, en ce qui concerne le rattachement des charges et des produits à l'exercice concerné.

Ainsi, dans le mois qui précède la fin – normale ou anticipée - de la concession, le Concessionnaire produira un état des produits constatés d'avance résultant notamment des produits perçus, mais non consommés et dont la période de validité reste applicable au-delà de l'échéance du contrat, ainsi qu'un état des charges constatées d'avance qui correspondent à des achats de biens ou de services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement. Ces états sont validés par le commissaire aux comptes du Concessionnaire. L'établissement public Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national peut solliciter tout justificatif comptable sur ces données.

Le Concessionnaire s'engage, dans le mois qui suivra le début d'une nouvelle exploitation, à reverser intégralement au nouveau gestionnaire du service public qui lui sera désigné par le Concédant les produits constatés d'avance desquels seront déduites les charges constatées d'avance.

ARTICLE 22 – PENALITES POUR MANQUEMENT PAR LE CONCESSIONNAIRE A SES OBLIGATIONS

Le Concessionnaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du présent contrat qu'elles soient administratives, techniques ou financières.

Si le délégataire ne remplit pas ses obligations, sauf cas de force majeure, les pénalités suivantes seront appliquées dans les conditions suivantes :

- **Non-respect de l'obligation de continuité du service** (non encaissement des visiteurs pendant la durée des expositions temporaires et d'ouverture de la galerie ou des visites-conférences, absence des guides conférenciers pour une visite réservée) : forfait de 500 euros par jour dès lors qu'un manquement est constaté.
- **Non-respect de la production des documents demandés** aux articles 10 et 11 : 50 euros par jour sans mise à demeure préalable.

ARTICLE 23 – INDEMNITES

Le Concessionnaire ne recevra aucune indemnité s'il est mis fin à sa concession pour quelque motif que ce soit, sauf dans le cas d'exception prévue en 21.2 du présent contrat.

ARTICLE 24 – LITIGES

Suivant les dispositions issues de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours et de ses textes d'application, toute décision prise par le Concédant pourra faire l'objet d'un recours, notamment en référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation et jusqu'à la signature du contrat ou en référé contractuel.

Le tribunal administratif compétent est :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
<https://paris.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours contentieux possibles sont notamment :

Le référé contractuel : Articles L551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative. Sanctionne les manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence après signature du contrat.

Délai : 31 jours à compter de la publication d'un avis d'attribution au JOUE ou de la notification de la conclusion du contrat – 6 mois sans avis d'attribution ou sans notification.

Le référé précontractuel (en cas de délai de stand still): Articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de justice administrative. Prévenir la passation d'un contrat qui méconnaîtrait les règles de publicité et de mise en concurrence applicable. Délai : jusqu'à la signature dudit contrat.

Le recours pour excès de pouvoir : Dirigé contre les actes détachables antérieurs à la conclusion du contrat. Délai : 2 mois à compter de leur publication ou de leur notification.

Le recours de pleine juridiction : Conformément à la jurisprudence Tarn-et-Garonne(CE 04.04.2014, Département du Tarn-et-Garonne, Req. No358994), tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles ; ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.

D'une manière générale, les renseignements concernant les voies de recours sont possibles auprès du greffe du Tribunal administratif précité.

ARTICLE 25 – SIGNATURE

Fait à **Paris**, le,

En deux exemplaires,

Pour Le Concessionnaire,

Pour l'établissement public **Manufactures nationales – Sèvres et Mobilier national**,
Mickael RONCIER-DESVAGES, Administrateur général adjoint